



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'IRLANDE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE DUBLIN

N° 11 – Décembre 2022

L'année 2022 aura vu l'économie irlandaise démontrer une résilience déjà perçue pendant la pandémie – grâce à la forte présence des multinationales : les performances en termes de croissance, d'emploi, d'exportations ou de finances publiques restent positives sur l'ensemble de l'exercice. Les perspectives se dégradent pourtant, du fait de l'inflation et de la situation économique des principaux partenaires commerciaux. Alors que le remaniement de mi-mandat vient de se produire, la capacité de l'Irlande à transformer les contraintes de court terme en opportunités de long terme (notamment par le verdissement ou l'investissement dans les infrastructures) devient centrale.

LE CHIFFRE À RETENIR

1^{ER}

Avec 2,3% de croissance du PIB au troisième trimestre 2022, l'Irlande s'est placée au 1er rang de la zone euro.

A RETENIR

1. **PRODUIT INTERIEUR BRUT.** Il devrait atteindre **9% en 2022**. Le PIB irlandais est désormais **1/3 plus important que son niveau avant la pandémie**.
2. **INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION.** A 8,9% en glissement annuel en novembre 2022, il est supérieur à **5% depuis 14 mois consécutifs**.
3. **CHÔMAGE.** Le **taux de chômage s'établit à 4,4 % en cette fin d'année**, tandis que le taux de participation n'est inférieur que de 2% à son niveau pré-pandémie.
4. **LES RECETTES FISCALES.** Le seul impôt sur les sociétés a rapporté plus de 21 Mds EUR depuis le début de l'année, en hausse de 56%. A début novembre, **le budget irlandais était en excédent de 12 Mds EUR**, alors que 2 Mds EUR sont dans un fonds de réserve.

Macroéconomie

Indicateurs de croissance : une économie résiliente dans un contexte européen dégradé

L'économie irlandaise a connu de bons résultats en 2022 par rapport à ses voisins, mais la trajectoire se dégrade en cette fin d'année. Après un Produit Intérieur Brut (PIB) à 13,6% pour 2021, le PIB anticipé pour 2022 avoisinera 9%. Le PIB européen devrait afficher une croissance de 3,3% pour la même année. Les prévisions de croissance irlandaise ont été révisées à la baisse en cette fin d'année. Il était initialement anticipé une croissance annuelle de 10,5%.

Tableau : Prévisions de croissance*

PIB réel Variation annuelle (%)	2022	2023
FMI	9	4
OCDE	10,1	3,9
Ministère des finances	10	4,7
Banque centrale	12,2	5,3
Think-tank ESRI	8,1	4,4
Commission européenne	7,9	3,2
IBEC	5,6	2

Source : SE de Dublin * Prévisions par ordre chronologique

La dualité de l'économie irlandaise est structurelle, avec une activité domestique qui devrait évoluer à un rythme comparativement modéré.¹ En valeur réelle, la croissance du RNB* perd 10 points entre 2021 et 2022, pour finir à 5,1%. L'année 2023 pourrait être difficile pour les entreprises « indigènes », avec une croissance

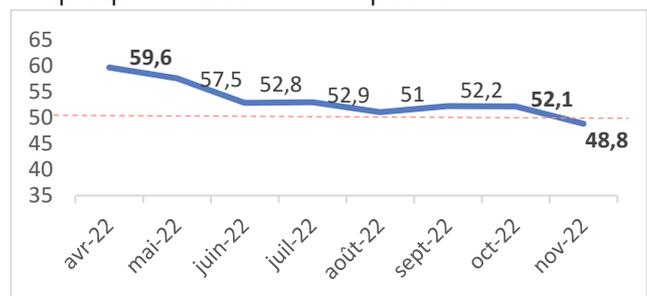
¹ LE RNB DIFFERE DU PIB PAR LE REVENU NET DES FACTEURS, QUI, POUR L'IRLANDE, EST PRINCIPALEMENT UNE SORTIE DE BÉNÉFICES DES MULTINATIONALES ÉTRANGÈRES. AVEC L'INTERNATIONALISATION DE L'ÉCONOMIE IRLANDAISE, L'USAGE DU REVENU NATIONAL BRUT MODIFIÉ (RNB *) COMME INDICATEUR DE L'ÉCONOMIE DOMESTIQUE SE DÉMOCRATISE

anticipée de 0,5% pour 2023. On constate des résultats similaires pour la demande intérieure modifiée,² de 7,5% en 2022 à 1,2% en 2023.

Indices des directeurs d'achats : passent sous la barre des 50 points

Après de bonnes performances en début d'année, l'indice PMI composite ne parvient pas à se maintenir au-dessus du seuil des 50 points (48,8 en novembre 2022). Dans le secteur manufacturier, la croissance de la production a chuté de 10 points d'index entre avril et novembre, pour atteindre 48,7. Le secteur des services, s'il parvient à se maintenir à 50,80 en cette fin d'année, fait face à une tendance similaire et a perdu 11 points d'index depuis avril.

Graphique : Indice PMI composite



Source : Markit Economics

C'est un premier signal d'affaiblissement de l'économie irlandaise depuis la crise sanitaire (un niveau inférieur à 50 points équivaut à territoire négatif). Cette baisse continue des nouvelles commandes entrantes témoigne d'une demande faible, un phénomène qui a affecté la zone euro dans son ensemble.

² LA DEMANDE INTÉRIEURE MODIFIÉE COMPREND LA CONSOMMATION DES POUVOIRS PUBLICS ET DES MÉNAGES, AINSI QUE L'INVESTISSEMENT (À L'EXCLUSION DE L'INVESTISSEMENT DANS LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE IMPORTÉE ET LES AÉRONEFS EN LOCATION).

L'inflation, fait marquant de 2022

L'indice des prix à la consommation (IPC) fût historiquement élevé cette année. Quel que soit le mois de l'année, l'IPC était d'au moins 5% (en glissement annuel³). En octobre 2022, il a atteint 9.2% (en g.a.), un niveau que l'économie irlandaise n'avait pas connu depuis 1983.

Un tiers de cette hausse historique provient des produits énergétiques. En novembre 2022, les divisions du Central Statistics Office ayant enregistré les plus fortes hausses sont le « logement, l'eau, l'électricité, le gaz et les autres combustibles » (+27,1% en g.a.) ainsi que « les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées » (+11,2% en g.a.). Plus précisément, l'électricité a augmenté de 36,2%, le gaz de 53,1%, les fioul domestique de 83,8% et les combustibles solides de 32,5% (Septembre 2022, en g.a.). L'enseignement (-7,1% en g.a.) et les biens et services divers (-0,2% g.a.) ont été les seules divisions à afficher une baisse par rapport à novembre 2021.

L'inflation sous-jacente est de 4.8% en 2022 contre 1.7% en 2021, d'après l'OCDE. Cette notion exclut du panier l'énergie et l'alimentation, sujettes à une forte volatilité des prix. Elle permet donc de mesurer la tendance fondamentale de long terme. Cela démontre que les pressions inflationnistes sont devenues généralisées en Irlande (par opposition à l'inflation dite « importée »). Le renchérissement des prix des services de transport, d'hôtellerie et de loisirs, dans le sillage de la réouverture complète de l'économie, a contribué à la hausse de l'inflation de base. Ce rééquilibrage des pressions inflationnistes de l'énergie seule vers les articles et les services utilisant indirectement l'énergie est un signal de la répercussion de la hausse des coûts.

D'après l'ESRI, la flambée des prix de l'énergie et d'autres produits essentiels touche de manière disproportionnée les ménages les plus pauvres, en particulier les personnes âgées, les jeunes et les parents isolés.

L'année finit avec une note positive puisqu'on assiste à une décélération modérée du taux de croissance de l'inflation en novembre 2022, à 8,9%. D'après l'IBEC, il se peut toutefois que l'inflation augmente à l'avenir, en raison d'une pression accrue sur les coûts de l'énergie et les prêts hypothécaires. Toutefois, à moyen terme, ces deux chocs réduisent le pouvoir d'achat des ménages et créent donc des pressions déflationnistes en raison de la perte de revenus réels pour les ménages et les entreprises.

LE CHIFFRE À RETENIR

14,7%

C'est le niveau d'inflation des produits alimentaires sur ces 12 dernières semaines. C'est aussi le niveau le plus élevé jamais enregistré depuis que la société d'études Kantar a commencé à suivre ces données en juillet 2008.

³ EN GLISSEMENT ANNUEL (EN G.A.), S'UTILISE POUR UNE COMPARAISON ENTRE DEUX DONNÉES STATISTIQUES SUR UNE ANNÉE.

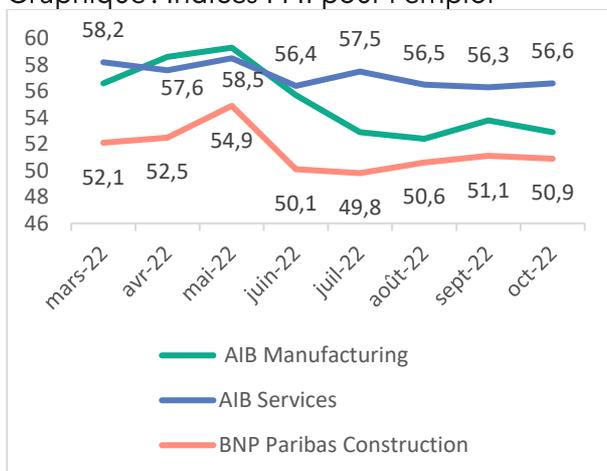
Marché du travail

Chômage : le plein-emploi irlandais ⁴

Le chômage se maintient à un très faible niveau, puisqu'il était à 4,4% en août 2022 et est resté stable depuis – grâce à la levée des restrictions sanitaires, la suppression progressive des aides liées au Covid au cours du premier semestre 2022 et la forte activité économique en début d'année.

Les indices PMI pour l'emploi dans l'industrie manufacturière, des services et de la construction sont restées stables, tous les trois au-dessus du niveau clé de 50.

Graphique : Indices PMI pour l'emploi



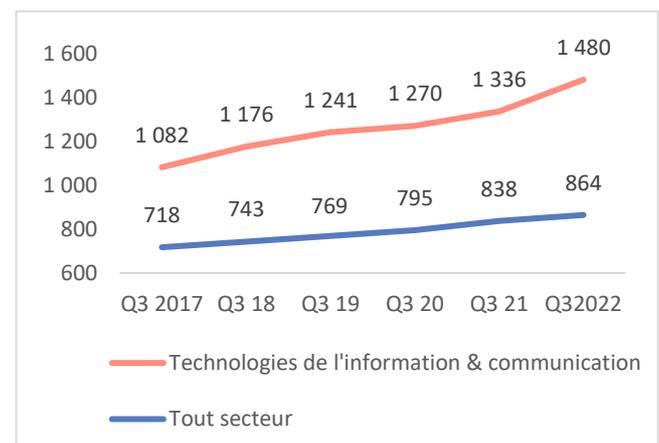
Source : AIB Treasury Economics Research Unit

Salaire : la hausse se poursuit, mais avec des différences sectorielles majeures

La moyenne des salaires hebdomadaires était de 864,32 € au troisième trimestre 2022, soit une augmentation de 3,2% (en g.a.). L'augmentation

des salaires est particulièrement marquée dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC), de l'ordre de 10,8% mais aussi dans le secteur des transports, 8,6%. Elle est nettement plus marquée dans le secteur privé (4,5% en g.a.) que le secteur public (0,6%). De même, elle a plus largement affecté les salariés des entreprises de moins de 50 personnes (6,2% en g.a.) que entreprises de plus de 250 personnes (2% en g.a.).

Graphique : Salaires hebdomadaires moyens



Source : Central Statistics Office

Sur une plus longue période, cette augmentation est fortement différenciée, avec un secteur des TIC très dynamique. Sur une période de 5 ans, les différences de taux de croissance des salaires se cristallisent. D'un côté l'administration publique et la défense, avec une hausse de 8% sur 5 ans. De l'autre, les TIC avec une hausse de 37% sur la même période.

Dans ce contexte, un « salaire de subsistance » sera progressivement introduit pour tous les employés, à partir de 2023 et jusqu'à 2026. Il sera fixé à 60 % du salaire médian d'une année donnée, soit 12,17€ par heure en 2022. Le nombre de salariés bénéficiant du salaire minimum était de 122 900 au 2ème trimestre 2022 (pour 2 192 000 employés).

⁴ PLEIN EMPLOI : DESIGNÉ UNE ÉCONOMIE AVEC UN TAUX DE CHÔMAGE INFÉRIEUR À 5%, NOTAMMENT LE "TAUX NATUREL DE CHÔMAGE" PROPOSÉE PAR MILTON FRIEDMAN.

Commerce international

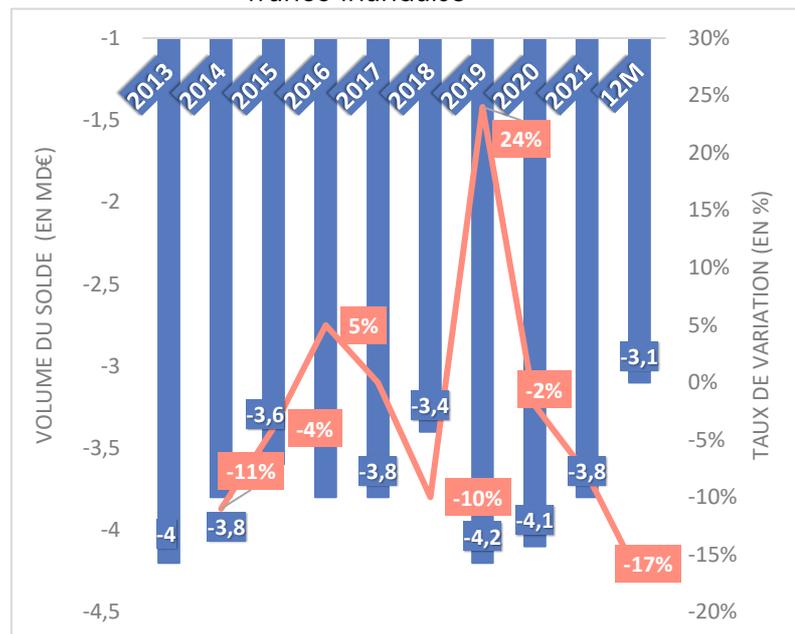
Commerce bilatéral franco-irlandais : un accroissement des échanges, grâce aux produits chimiques

La tendance à la progression des échanges commerciaux entre la France et l'Irlande, observée depuis 2015, est nettement confirmée pour l'année 2022. L'impact de la pandémie sur les échanges commerciaux semble résiduel, après avoir fortement touchée l'année 2020. Sur les 8 premiers mois de l'année 2022, les échanges entre les deux pays s'établissent à 10,5 milliards d'euros (+29,3% en g.a.). La France affiche un déficit commercial de 3,1 milliards d'euros. La dynamique de réduction du déficit commercial se renforce, avec une réduction de 17% (en g.a.). Avec un rythme de croissance à 52%, les exportations françaises reflètent le dynamisme du commerce bilatéral franco-irlandais, principalement grâce aux produits chimiques de base. Nos importations, elles aussi, connaissent une hausse (17%) pour s'établir à 6,1 Md€, grâce à une forte demande de produits pharmaceutiques. En 2022, la France est le 7ème client de l'Irlande tandis que l'Irlande constitue le 14ème fournisseur de la France.

Commerce extérieur irlandais : un solde commercial positif grâce aux exportations de produits chimiques

Le solde commercial est de +35,1 milliards d'euros, malgré une diminution de 14,9 milliards d'euros au troisième trimestre 2022. Les exportations de marchandises ont atteint 92,6 milliards d'euros au 3ème trimestre 2022. Les exportations ont diminué de 4,8 % au cours du mois, mais elles restent en hausse de 30 % depuis le début de l'année, grâce à la dynamique d'exportations de produits chimiques et pharmaceutiques. Les importations ont augmenté de 42 % depuis le début de l'année et atteignent 39,1 milliards d'euros au 3ème trimestre.

Graphique : Balance commerciale franco-irlandaise



Source : SE de Dublin

LE CHIFFRE À RETENIR

300 000

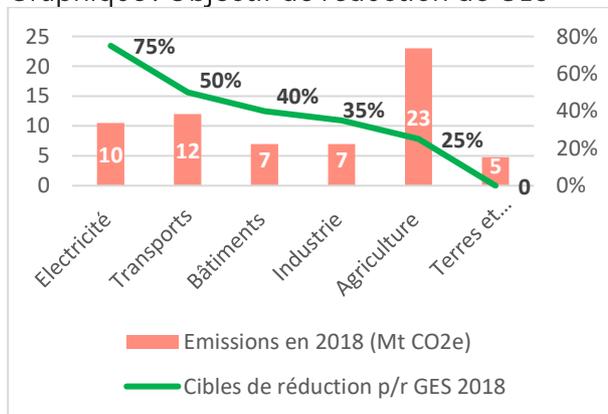
soit le nombre d'employés par les entreprises étrangères implantées en Irlande en octobre 2022, le niveau le plus élevé de l'histoire

Transition écologique

Décarbonation : une transition difficile, reliquat d'une économie à dominante agricole

L'Irlande est le deuxième plus important émetteur de gaz à effet de serre (GES) par habitant de l'UE. La décarbonation représente ainsi un enjeu non-financier majeur pour son économie. Pour déterminer sa trajectoire de décarbonation, cet été, le gouvernement irlandais a annoncé l'allocation sectorielle des plafonds d'émission de GES à l'horizon 2030. C'était un enjeu capital pour le principal émetteur de GES, le secteur agricole, qui représentait moins de 7% du PIB mais 37,5% des émissions totales du pays en 2021 - dont plus de 80% liées à l'élevage.

Graphique : Objectif de réduction de GES



Source : SE de Dublin

Résultat de négociations complexes, le compromis sur l'allocation sectorielle des plafonds d'émissions de GES a achoppé sur la contribution demandée au secteur agricole. D'après le conseil climatique irlandais, les émissions du secteur sont difficilement compressibles malgré une optimisation maximale des pratiques agricoles. Les autres grands secteurs émetteurs ont, en conséquence, vu leurs parts relatives rehaussées pour équilibrer l'ensemble, en particulier le secteur électrique et le secteur des transports. Au total, le programme

gouvernemental permettra de réduire les émissions carbonées de 43% à l'horizon 2030 (baisse annuelle de 29,3 Mt CO2e), par rapport aux niveaux de référence de 2018, ce qui est en-deçà de l'objectif fixé à 51% par la loi climat (baisse annuelle de 33,4 Mt CO2e). Le gouvernement s'attend à ce qu'une partie des émissions non allouées provienne des technologies émergentes, se référant ainsi au concept d'« optimisme technologique » du plan climat danois.

Alors que l'Irlande se prépare à de potentielles pénuries énergétiques dès cet hiver et fait face à une hausse des prix sans précédent, le secteur de la production électrique s'est vu imposer une réduction de 75% (soit -7,95 Mt CO2e par an). Les objectifs fixés pour la production d'électricité à partir des énergies renouvelables à horizon 2030 ont ainsi été considérablement renforcés : doublement de l'objectif d'énergie solaire (passant de 2,5 GW à 5,5 GW), accroissement de la capacité installée d'éolien en mer (passant de 5 GW à 7 GW) et nouvel objectif pour l'hydrogène vert (2 GW). Mis en avant dans le Plan d'action climatique irlandais, l'interconnexion électrique France-Irlande, dénommée « Celtic Interconnector », offrira des débouchés à l'export à l'électricité issue des futurs champs éoliens en mer irlandais. Cet accès direct au marché de l'électricité européen, dont les prix de l'énergie sont généralement plus faibles que ceux du marché britannique, bénéficiera aux consommateurs irlandais. Lors de sa visite à Paris le 25 novembre dernier, le Premier ministre irlandais, Micheál Martin, a assisté à la signature des accords financiers et techniques, entre les gestionnaires de réseaux français RTE et irlandais Eirgrid, en présence de la ministre française de la Transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher. La mise en service de cette interconnexion est prévue en 2026 au plus tard.

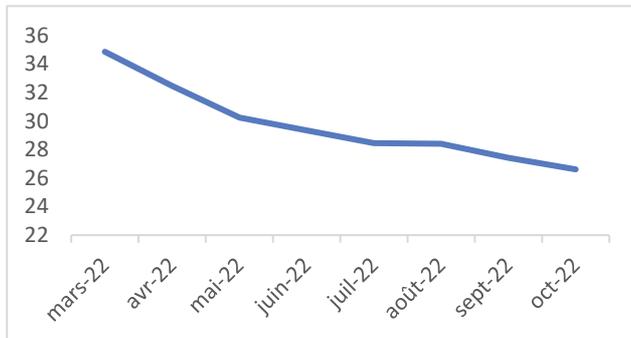
Immobilier

La construction reste faible malgré une offre très limitée

L'indice PMI BNP Paribas Real Estate Construction a légèrement baissé à 46,8 en novembre 2022. Il s'agit de la quatrième contraction en cinq mois et du niveau d'indice le plus bas depuis juillet, la demande faiblissant dans un contexte de pressions inflationnistes persistantes.

Les mises en chantier ont diminué de 15,3 % (Octobre 2022, en g.a.) et repassent en dessous de la barre des 27 000. Selon l'observatoire du logement de Goodbody, les tendances de mise en chantier suggèrent que la production de logements pourrait stagner dans les 20 000 unités au cours des 18 prochains mois.

Graphique: Mises en chantier de logements (Annualisées, en millier)

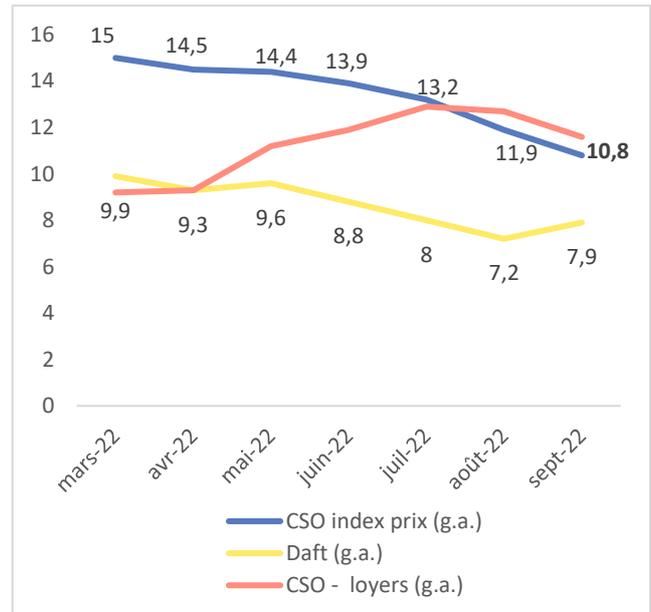


Source : Observatoire du logement de Goodbody

Prix du secteur immobilier : une année à 2 chiffres

Les niveaux de prix du secteur immobilier décélèrent, mais se maintiennent à un niveau élevé. Les prix de l'immobilier ont augmenté de 9,8 % en octobre (en g.a.), selon les nouvelles données de l'organisme public des statistiques irlandaises (CSO).

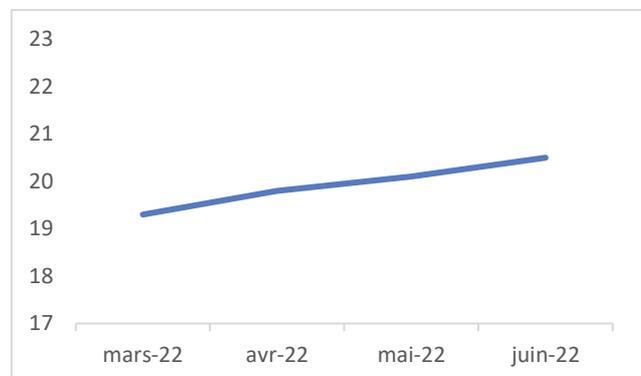
Graphique: Variation du niveau de prix du marché du logement en Irlande (en %)



Source : Central Statistics Office, Daft.ie

Le prix médian d'un logement acheté au cours de septembre 2022 était de 299 500 euros. Les prix de l'immobilier à l'échelle nationale ont augmenté de 128,8 % depuis leur plus bas niveau, début 2013. L'accessibilité financière pour le logement s'est détériorée.

Graphique : Prêt hypothécaire standardisé (en % du revenu disponible, voir ci-dessous)



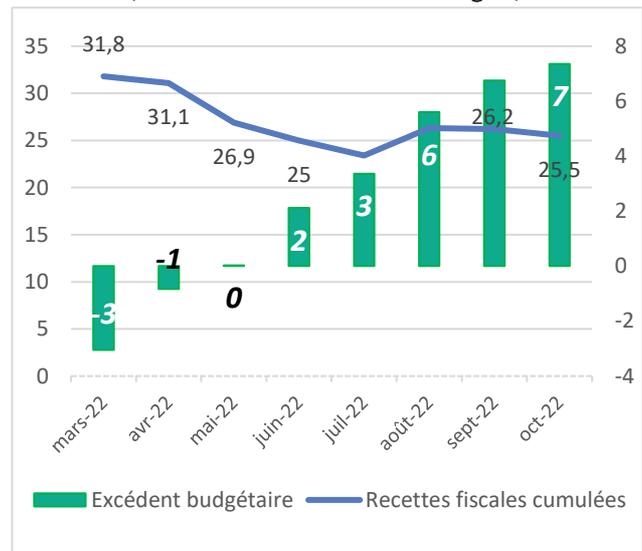
Source : Unité de recherche du Trésor AIB

Finances publiques

Les recettes fiscales continuent d'afficher une forte croissance annuelle. Au total, elles atteignent, à fin novembre, 77,5 milliards d'euros. C'est 15,2 milliards d'euros de plus qu'au cours des 11 premiers mois de 2021, soit 24,5 %. C'est également 8,1 milliards d'euros, de plus que ce qui était prévu dans le budget 2022, soit 11,7 %. Toutes les grandes catégories d'impôts ont dépassé les anticipations mais un montant record de 5 milliards d'euros d'impôt sur les sociétés a été collecté en novembre, soit le chiffre mensuel le plus élevé jamais enregistré en Irlande.

L'augmentation significative des recettes fiscales se traduira par un excédent budgétaire en 2022 et 2023. La forte croissance des recettes, associée à l'inflation, entraînera une amélioration continue du ratio d'endettement irlandais, qui reste pourtant l'un des plus élevés de l'UE.

Graphique : Principaux indicateurs des Finances irlandaises
(en milliards d'euros et en g.a.)



Source: Unité de recherche du Trésor AIB

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international